

# Le lève et on se barre

réfléchir à la diversité et l'inclusion (genre, orientation sexuelle, origine ethnique...) devant et derrière la caméra, et auprès des publics, sans brider la créativité.

L'enjeu désormais : parvenir à un vrai changement structurel. « On est encore loin du 50-50, encore plus en matière d'égalité salariale », dit Zoé Wittock, lorsque Marie Chaduc, scripte, pointe des différences salariales entre hommes et femmes allant jusqu'à 2.000 euros par mois. « Mes craintes resteront toujours les mêmes : faire face à un milieu où c'est encore une majorité d'hommes de plus de 50 ans qui a le monopole », dit quant à elle Laurence Denhaerinck, productrice. « Maintenant, il va s'agir de recréer quelque chose d'un peu frais. J'ai l'impression que la tendance est en train de bouger et pas seulement dans le monde du cinéma. #MeToo a été nécessaire pour commencer à avancer doucement. »

Ne rien lâcher, et continuer d'affirmer que le combat pour la parité et pour plus de diversité est encore d'actualité. Preuve encore vendredi dernier, avec la Une du magazine *Le film français*, qui appelait à la « Reconquête » du cinéma avec une couverture composée uniquement d'hommes blancs.



Photo du tournage de « La protagoniste » de Sarah Carlot, avec - pour une fois - un plateau exclusivement féminin.

© ESTHER GEN.

## Laurence Denhaerinck, productrice



© D.R.

« Les projets que l'on reçoit sont encore majoritairement portés par des hommes, qui restent souvent dans les codes sexistes. Au niveau du scénario, j'ai encore du mal à voir une avancée. La démarche n'est pas la même, les hommes ont plus d'assurance. Déjà dans les écoles, une différence se fait dans la manière de présenter le cinéma. Après, c'est à nous d'aller chercher les femmes et de leur donner un espace pour qu'elles puissent s'exprimer. Ça se met en marche doucement mais j'ai l'impression que ce n'est que le début. Il reste encore des choses à mettre en place. »

## Marie Chaduc, scripte



© SÉBASTIEN DARTOIS.

« Les choses ont évolué : beaucoup d'hommes ont par exemple compris que ça ne se faisait pas de mettre une main aux fesses. Donc ça arrive moins. (...) Je pense qu'il y a eu une prise de conscience de certaines personnes suite à #MeToo. Mais il y a surtout une nouvelle génération de techniciens et de techniciennes qui arrivent et, eux, ne nous laissent pas le choix. Et ils ont bien raison. »

## Julie Naas, monteuse



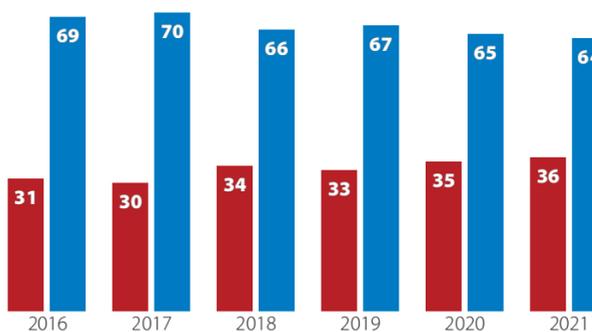
© D.R.

« Dans mon métier, il y a une assez grande parité, du moins du côté belge francophone. C'est moins le cas pour des métiers tels que chef opérateur. (...) J'ai mieux compris pourquoi en ayant moi-même un enfant. Ce sont des métiers très compliqués, qui impliquent d'être souvent parti. Avec un enfant, ce n'est pas forcément évident (...) même si, désormais, je pense que les producteurs ont moins de souci à investir dans le temps intime. Sur le projet sur lequel je travaille actuellement, la production a par exemple payé une nounou pour que je puisse être disponible un week-end. »

## Les projets aidés par le Centre du cinéma et de l'audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles

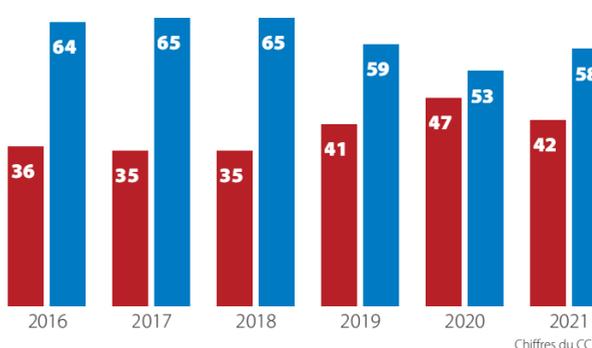
Femmes Hommes

DOSSIERS DÉPOSÉS GLOBALEMENT\*



\* Globalement signifie la proportion du nombre de femmes, quel que soit leur métier (productrice, scénariste, réalisatrice) et quel que soit le créneau (long-métrage, court-métrage, documentaire)

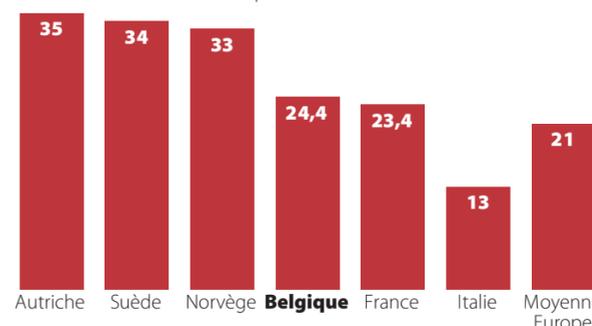
DOSSIERS SÉLECTIONNÉS



Chiffres du CCA

## Pourcentage de femmes réalisatrices en Europe

Chiffres de l'Observatoire européen de l'audiovisuel 2016-2020



## la formation Une piste pour avancer

G.MY

Quand on sera en tournage, tu ne mettras que des joggings sinon les techniciens vont te sauter dessus et on ne veut pas de problèmes » : le directeur de production à une stagiaire... en production. « Tant qu'il n'y a pas de plainte, on continue le tournage » : la production à propos du réalisateur accusé de viol par une personne de l'équipe. « Les filles, il va falloir mettre des décolletés si vous voulez y arriver dans le métier » : un professeur en école de cinéma.

Ces témoignages, issus du milieu du cinéma belge, ne sont qu'une petite partie de ceux recueillis par « Paye ton tournage », au départ une page web, née en 2018, qui rassemble des témoignages de discriminations dans le milieu du cinéma. « Ce sont des violences systémiques, institutionnelles et parfois aggravées », explique Alice Godart, l'une des initiatrices de la page. « Maintenant, on est épuisée et on pense que ça ne sert plus de recueillir ces paroles, même si on est quand même à l'écoute des victimes. Il y a une saturation des témoignages. Il y a eu #MeToo, #BalanceTonBar... On pense que cette mise en commun a été nécessaire et utile. Mais au bout d'un moment, c'est obsolète. Les personnes qui ne connaissent toujours pas le problème du sexisme dans le monde du cinéma ont choisi de ne pas le voir. C'est une forme de déni ou de complicité. Ce qu'il faut, ce sont des actes. » Ces actes, qui feront en sorte que la libération de la parole permise par #MeToo provoque un vrai changement de fond, c'est notamment le lancement de formations contre les violences sexistes et sexuelles dans l'audiovisuel belge francophone par « Paye ton tournage » et par le collectif « Elles font des films », avec le soutien du Centre du cinéma et la Direction à l'égalité des chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).

« Des femmes et des personnes sexisées quittent le milieu de l'audiovisuel parce qu'à un moment donné, elles saturent. Si on offre un espace de travail sécurisant, on espère qu'il y aura plus de personnes sexisées qui se maintiendront dans le milieu », explique Sarah Hirtt, réalisatrice, membre active de « Elles font des films ». « C'est quelque part logique que ce soit le premier projet public qu'on mène. C'est une première pierre à l'édifice. Evidemment, ça ne règlera pas les problèmes de parité. Mais ça permettra d'avoir un environnement de travail où les femmes et les personnes minorisées se sentiront à l'aise. » « C'est symbolique pour les films mais aussi pour la société elle-même », continue Maya Duverdière, réalisatrice et membre active de « Elles font des films ».

Pour mettre sur pied ces formations, un budget de 80.000 euros a été accordé (par le Centre du cinéma et par la Direction de l'égalité des chances). L'objectif est maintenant de les pérenniser. Voire que le relais soit pris par le politique. « En France, par exemple, ces formations sont gérées par le CNC (Centre du cinéma, NDLR), un incitant financier en faveur de la parité a été mis en place, les formations pour les productrices ont été rendues obligatoires par le ministre de la Culture », dit Sarah Hirtt. Si la ministre Linard, en charge de la Culture et des Droits des femmes en FWB, veut dans un premier temps s'appuyer sur l'adhésion du secteur pour suivre ces formations, elle ne ferme pas la porte à une obligation après réévaluation. Et affirme que leur pérennisation est « une priorité ». Ces formations ont aussi pour vocation d'être déclinées, aussi dans les écoles, lieux essentiels pour armer les futurs professionnels. « Je ne peux que souscrire à 1.000 % aux constats faits », dit à ce propos Etienne Baffrey, directeur de l'Institut des arts de diffusion (IAD). « Si je pouvais mettre en place ces formations, je le ferais tout de suite. » Le frein principal : le budget. « Je pourrais le faire en fonds propres, mais je préfère pour l'instant que nos étudiants aient du matériel parce qu'on en manque. »